



Programme Afrique Centrale et Occidentale
Bureau Régional
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : +226 25 37 42 16 / 25 40 99 42
25 37 46 85
E-mail : paco@iucn.org
www.iucn.org/paco

AVIS D'APPEL A D'OFFRE

<u>Projet :</u>	Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE)
<u>Titre :</u>	Mission d'analyse et de formulation d'orientations pour l'intégration et l'opérationnalisation du genre dans les politiques, stratégies et cadres opérationnels de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique centrale et de l'ouest
<u>Date de Publication :</u>	21 mai 2020
<u>Date de Clôture :</u>	18 Juin 2020

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En Afrique centrale et occidentale, les écosystèmes naturels et leurs ressources connaissent une dégradation continue et aggravée par les impacts négatifs des actions anthropiques et du changement climatique. Cette situation est préjudiciable aux biens et services que procurent ces écosystèmes aux populations. Pour endiguer ce phénomène, les pays, les organismes de bassin et les institutions régionales d'intégration développent des initiatives mais leurs impacts restent encore insuffisants au regard des enjeux. Face à ce constat, l'UICN et ses partenaires stratégiques d'Afrique centrale et occidentale ont mené une réflexion qui a abouti à l'identification d'un projet d'envergure intitulé : **Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE)**.

L'UICN et ses partenaires, avec l'appui de l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), est engagée, depuis plus d'une décennie, dans la mise en place et l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest, cela en réponse aux défis et préoccupations des pays de la région et dans le cadre des institutions d'intégration régionale. Afin de consolider, mettre à l'échelle et étendre les acquis des initiatives menées depuis plus d'une décennie en matière de gouvernance de l'environnement et de l'eau, l'UICN et l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA) ont convenu en 2017 de la formulation du projet « *Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale* » (PREE). Un accord de financement a ainsi été signé entre le SIDA et l'UICN, en mars 2020, en vue de la mise en œuvre du projet Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE). Le projet a pour but de *renforcer la résilience des écosystèmes naturels des communautés locales dans les bassins fluviaux et lacustres d'Afrique occidentale et centrale*. Le projet atteindra cet objectif à travers le renforcement de la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la résilience des communautés et des écosystèmes



afin de prévenir et de gérer les conflits d'usage des ressources naturelles dans les bassins du Niger, de la Volta, du Mono, du lac Tchad et le Massif du Fouta Djallon.

Le projet est conçu pour une durée initiale de deux ans, mais si la mise en œuvre est satisfaisante cette durée passerait à 4 ans. Il est structuré autour des résultats suivants :

Résultat 1 : Un état de référence écosystémique, environnemental et socioéconomique est établi pour servir de base de connaissances et d'orientation de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de la gestion intégrée des écosystèmes dans les sous bassins du Niger, du Lac Tchad et le Massif du Fouta Djallon.

Résultat 2 : les cadres opérationnels et institutionnels ainsi que les instruments juridiques d'opérationnalisation de la gestion intégrée des ressources en eau, l'environnement et le changement climatique sont adoptés et appliqués par les pays et les organismes de bassin.

Résultat 3. Les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des institutions régionales et organismes de bassins en matière de prévention et gestion des conflits et de GIRE sont renforcés.

Résultat 4. Des cadres de participation, de dialogues et de prévention et gestion des conflits autour des ressources naturelles sont établis et renforcés au niveau des bassins et dans les stratégies nationales et régionales.

Résultat 5 : Des initiatives économiques et de restauration des services écosystémiques sont identifiées et soutenues pour sécuriser les moyens d'existence des communautés et accroître la résilience au changement climatique et désastres naturels.

Résultat 6 : Les résultats, expériences et leçons du projet sont efficacement suivies, documentés, communiqués en contribution aux stratégies nationales, régionales et internationales.

Ce projet régional est construit essentiellement sur les acquis du Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest (PAGE), du Projet pour l'amélioration de la Gouvernance de l'eau dans le bassin de la Volta (PAGEV), de l'Initiative pour la réduction de la pauvreté et la gestion de l'environnement (PREMI) et ceux des différentes institutions régionales et des pays sur les défis majeurs à relever que sont : (i) la gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes associés en Afrique de l'Ouest et dans les bassins du Lac Tchad et le Massif du Fouta Djallon ; (ii) la gestion des conflits liés à l'eau et aux écosystèmes associés ; (iii) le changement climatique et (iv) le renforcement des capacités des institutions sous régionales d'intégration et des organismes de bassins transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest et du Lac Tchad.

Pour la mise en œuvre des actions prioritaires du projet convenues avec l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), l'UICN recrute une expertise indépendante en vue de conduire des analyses et formuler des orientations en matière d'intégration du genre, cela comme une des étapes vers la réalisation de l'une des actions principales du projet, à savoir l'activité 2.5 « Appuyer les organismes de bassins du Niger et du Lac Tchad et les agences nationales de l'eau dans l'élaboration, l'adoption, l'intégration et l'opérationnalisation des stratégies et plans d'action sur le genre dans la mise en œuvre de la GIRE ».



II. OBJECTIF DE LA MISSION DU CONSULTANT

Les objectifs de la mission sont :

- i) Établir un état des lieux de la prise en compte et intégration du genre dans les politiques, les stratégies et les cadres institutionnels et opérationnels de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au niveau régional et au niveau des organismes de bassin du Niger et de la Volta, du Sous-bassin du Chari/Logone-Tchad, du Massif du Fouta Djallon et des agences nationales de l'eau des pays membres de ces bassins et sous-bassins ;
- ii) Identifier les acquis, les faiblesses et les opportunités de renforcement et intégration équilibrée de la dimension genre dans les politiques, stratégies et cadres institutionnels et opérationnels concernés ;
- iii) Formuler des orientations et recommandations sur les axes prioritaires et dimensions essentielles sur lesquels bâtir une stratégie et plan d'action genre comme partie intégrante des politiques, stratégies et cadres institutionnels et opérationnels de la GIRE.

La mission mettra un accent particulier sur les enjeux de la participation effective des femmes et des groupes vulnérables à la GIRE, et identifiera les déterminants de cette participation. Les résultats de cette mission permettront à l'UICN et ses partenaires d'accompagner les organismes de bassins du Niger et de la Volta, du Sous-bassin du Chari/Logone-Tchad, du Massif du Fouta Djallon et des agences nationales de l'eau des pays membres de ces bassins et sous-bassins dans l'élaboration, l'adoption, l'intégration et l'opérationnalisation des stratégies et plans d'action sur le genre dans la mise en œuvre de la GIRE. Ainsi, cette mission constitue une première étape de ce processus.

III. SPECIFICATIONS DE LA MISSION

La mission s'appuiera, entre autres, sur les documents de stratégies et outils de l'UICN en matière d'analyse et intégration du genre, la politique et les orientations de l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA) en matière de genre, les documents-cadre et d'orientation en matière de genre des institutions régionales des pays d'intervention du projet, ainsi les documents-cadre, outils et orientations des agences pertinentes des Nations Unies et organisations internationales. Il s'agira, en exemple de documents que la mission pourrait exploiter, de:

- Document stratégique de développement dans les pays membres (SCADD) ;
- Etat des ressources en eau et de leur cadre de gestion des pays membres ;
- Politique/stratégie nationale genre et le plan d'action opérationnel des pays membres ;
- Politiques/stratégies régionales genre (CEDEAO, CEEAC, Organismes de bassin)



- Document de stratégie genre approuvée en 2018: Gender Equality and Women's Empowerment Policy: Mainstreaming gender-responsiveness within the IUCN programme of work ;
- Tout autre document pertinent.

La mission passera également en revue les documents légaux (lois, décrets, arrêtés, ordonnances) ainsi que les documents et études existants afin de cerner et documenter l'étendue et la profondeur de la prise en compte et mise en œuvre effective de la dimension genre. En outre, la documentation traitant des groupes vulnérables en lien avec la gestion et l'exploitation de l'eau sera identifiée et analysée. Sur la base de la documentation consultée, le/la consultant(e) précisera la notion de groupes vulnérables (handicapés, personnes âgées, jeunes, déplacés etc.) dans les pays membres et les agences de bassins en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale. Certains groupes vulnérables identifiés seront alors intégrés dans la stratégie.

La mission s'appuiera par ailleurs sur les documents techniques et publications issus des précédentes initiatives dont il est fait mention au niveau de la section I du présent appel d'offre.

La mission interagira également avec les parties prenantes et l'équipe du projet, ainsi que les différents experts de la région et d'ailleurs ayant la maîtrise de la problématique du genre en lien avec la gestion des ressources naturelles et le développement. Ces consultations se feront virtuellement et/ou au cours de rencontres physiques si le contexte le permet.

Pour le suivi et le contrôle de l'étude un comité de suivi sera mis en place et sera chargé de :

- Suivre et garantir la bonne exécution de la mission ;
- Veiller à l'intégration des différents amendements par le consultant ;
- Organiser les réunions et ateliers de validation.

IV. RESULTATS ATTENDUS EST LIVRABLES

Les livrables attendus sont :

- Un rapport de démarrage de la mission soumis dix (10) jours après la signature du contrat. Ce rapport détaillera la méthodologie et les différents calendriers finaux de réalisation de la mission prenant en compte les conclusions des échanges avec le commanditaire de la mission, la méthodologie finale de la mission prenant en compte les discussions de démarrage avec le commanditaire et les acteurs clés de la mission, le sommaire du rapport à produire et un état de toutes observations pertinentes relatives à la bonne exécution de la mission.
- Un rapport général reflétant les résultats de la mission selon les objectifs décrits à la section II du présent appel d'offre. Le rapport présentera les résultats de la mission par niveau régional, par organisme de bassin, et par agence nationale de l'eau ;
- Un rapport provisoire sera soumis pour revue et commentaires avant la production des livrables finaux ;



- Une synthèse ou résumé exécutif.

V. DUREE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

L'étude est prévue pour une durée d'un mois (30) jours et inclut les périodes de validation par le comité de suivi. Elle se déroulera selon les phases suivantes :

- Un rapport de démarrage de la mission soumis dix (10) jours après la signature du contrat. Ce rapport détaillera la méthodologie et les différents calendriers finaux de réalisation de la mission prenant en compte les conclusions des échanges avec le commanditaire de la mission, la méthodologie finale de la mission prenant en compte les discussions de démarrage avec le commanditaire et les acteurs clés de la mission, le sommaire du rapport à produire et un état de toutes observations pertinentes relatives à la bonne exécution de la mission.
- Un rapport général reflétant les résultats de la mission soumis dix (10) jours après le rapport de démarrage, selon les objectifs décrits à la section II du présent appel d'offre. Le rapport présentera les résultats de la mission par niveau régional, par organisme de bassin, et par agence nationale de l'eau ;
 - Un rapport provisoire sera soumis pour revue et commentaires avant la production des livrables finaux ;
- Une synthèse ou résumé exécutif, soumis dix (10) jours après le rapport général.

VI. PROFIL DU CONSULTANT

L'étude sera confiée à un bureau d'étude ou un groupe de consultants justifiant nécessairement de la présence de :

- **Un chef de mission**
- Titulaire d'un diplôme (bac +4 au moins) en sciences sociales et économiques, environnementales, gestion des ressources naturelles ou développement international.
- Justifier d'une expérience d'au moins dix ans en matière de fourniture d'expertise-conseil dans les domaines du développement et gestion des ressources naturelles.
- Une expertise et expériences démontrées en matière d'analyse et de formulation de stratégies genre dans les domaines de l'environnement, gestion des ressources naturelles et développement social et économique ;
- Démontrer une bonne compréhension des problématiques et expérience avec les politiques, stratégies et institutions de gestion des ressources en eau en Afrique Centrale et Occidentale ;
- Justifier des exemples de missions similaires accomplies avec succès.

La composition de l'équipe est laissée à l'initiative des candidats en fonction de l'approche méthodologique proposée par le soumissionnaire et les qualifications et expériences des membres de l'équipe. Néanmoins, il est



attendu que l'équipe, dans son ensemble, puisse démontrer des qualifications et compétences en lien avec le domaine de la mission.

VII. CONTENU DES PROPOSITIONS

Les experts et cabinets qui souhaitent exprimer leur intérêt pour cette consultance sont priés de bien vouloir fournir :

- Une lettre de présentation décrivant la compréhension générale de l'enjeu, les objectifs de la mission et incluant une liste des organisations qui pourront servir de modèles de comparaison de la région et du monde.
- Une offre technique décrivant les étapes, méthodes et outils proposées, une liste des livrables ainsi qu'un calendrier détaillé des activités à mener pour chaque livrable ;
- Une offre financière comprenant un budget détaillé en lien avec chaque livrable, les honoraires et frais ventilés par homme/jour et par unité, le calendrier de versement.
- Un dossier démontrant l'expertise des experts proposés, y-compris un CV détaillé, la liste des études pertinentes et si possible des copies des rapports les plus pertinents.

VIII. REMISE DES PROPOSITIONS

Les dossiers de candidature devront parvenir au Bureau Régional l'UICN-PACO avant le 15 juin 2020 à 23 :59 heures (UTC-GMT), signées et adressées à Monsieur le Directeur Régional du Programme Afrique Centrale et Occidentale:

1. Soit par dépôt sous enveloppes séparées et cachetées avec la mention « Proposition – PREE-ACO : Analyse et formulation d'orientations pour l'intégration et opérationnalisation du genre dans les politiques, stratégies et cadres opérationnels de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique centrale et de l'ouest » « A n'ouvrir qu'en séance d'évaluation » au Bureau Régional de l'UICN-PACO sis à Ouaga 2000, derrière la Station Total Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso.
2. Soit par email en fichiers sous format PDF protégés par des mots de passe, à l'adresse paco@iucn.org avec le titre « Proposition – PREE-ACO : Analyse et formulation d'orientations pour l'intégration et opérationnalisation du genre dans les politiques, stratégies et cadres opérationnels de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique centrale et de l'ouest ».

Le nom de la personne détenant les mots de passe, ses coordonnées téléphoniques, skype et adresse email doivent être mentionnés dans l'email d'envoi. Le Chef Régional des Finances et de l'Administration de l'UICN-PACO, M. Ny Andry Rakotoharintsifa, contactera cette personne pour avoir les mots de passe lorsque la commission d'évaluation va ouvrir les dossiers. Les soumissionnaires ne doivent pas accepter des demandes de mots de passe provenant d'autres personnes.

Les mots de passe doivent être communiqués uniquement par email à l'adresse «Ny-andry.rakotoharintsifa@iucn.org».



IX. EVALUATION DES OFFRES

L'offre sélectionnée sera celle qui présentera l'offre technique la plus robuste, soutenue par l'analyse la plus avancée et l'offre financière présentant le meilleur rapport prix/qualité selon les critères ci-dessous :

- La qualification du chef de mission (30%)
- La qualification de l'ensemble de l'équipe éventuelle (20%)
- La qualité de l'offre technique (30%)
- Le montant de l'offre financière (20%)

X. CONTACTS

Pour tout renseignement complémentaire, les consultants pourront s'adresser à :

Monsieur TAPSOBA Ludovic, Coordinateur du Projet PREE, Programme Ressources en eau et zones humides. Bureau Régional, 01 BP 1618 Ouagadougou 01 : Burkina Faso ou au Tél. : +226 25 37 42 16 / 25 40 99 42/ 25 37 46 85 ; E-mail : Tapsoda.ludovic@iucn.org.